

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La criminalité transnationale organisée ne figure que depuis peu au nombre des préoccupations internationales, mais elle a suscité une attention considérable au cours des dernières années. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est entrée en vigueur en 2003. L'année suivante, le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, a fait valoir que la criminalité transnationale organisée était l'une des "six catégories de menaces qui guett[ai]ent l'humanité aujourd'hui et dans les décennies à venir"¹. En février 2010, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a noté "avec inquiétude les graves menaces que le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée [faisait] peser dans certains cas sur la sécurité internationale dans différentes régions du monde" et invité le Secrétaire général des Nations Unies "à retenir ces menaces comme facteur à l'occasion des stratégies de prévention des conflits, de l'analyse des conflits et de l'évaluation et de la planification des missions intégrées"².

Mettre fin aux activités de la criminalité transnationale organisée est par conséquent devenu une question prioritaire à l'échelle internationale. Pour que la volonté politique puisse se traduire en résultats concrets, il faut s'attaquer à deux tâches difficiles: d'une part, comprendre la criminalité transnationale organisée et, d'autre part, intégrer les interventions nationales dans les stratégies internationales. Le présent rapport est une contribution à la première de ces tâches.

Une liste non exhaustive des problèmes que pose la criminalité transnationale organisée et auxquels nous sommes confrontés comprendrait sans aucun doute la traite des êtres humains, le trafic illicite de migrants, le trafic d'héroïne, le trafic de cocaïne, le trafic d'armes à feu, le trafic de ressources naturelles, le trafic de produits contrefaits, la piraterie maritime et la cybercriminalité. Étant donné que la plupart de ces problèmes sont associés à la traite des personnes ou au trafic de biens à l'échelle internationale, le présent rapport met particulièrement en évidence des "flux" distincts qui offrent des exemples de chacun des problèmes de criminalité organisée. Il est de la sorte possible de procéder à une étude concrète et détaillée de la manière dont le trafic est organisé et de ceux qui sont impliqués. Cela permet aussi d'évaluer l'ampleur du flux de manière plus précise qu'il n'est habituellement possible de le faire, lorsque l'on aborde la question en termes généraux. Enfin, le présent rapport s'intéresse à certaines régions qui sont particulièrement vulnérables aux effets déstabilisateurs de la criminalité organisée. Comme les données ne sont pas aisément disponibles, les évaluations doivent être interprétées avec prudence et celles-ci peuvent changer au fur et à mesure de leur obtention.

Qu'entend-on par "criminalité transnationale organisée"?

Conformément à la Convention contre la criminalité transnationale, la criminalité transnationale organisée est toute infraction transnationale grave commise par trois personnes ou plus pour en tirer un avantage matériel. Cette définition est plus large que celle plus couramment admise, qui tend à cibler des groupes de criminels professionnels se livrant à divers types d'activités criminelles.

Le fait de s'intéresser aux groupes plutôt qu'aux infractions a de profondes incidences sur la manière dont la criminalité transnationale organisée est comprise et sur les moyens mis en œuvre pour s'y attaquer. Les agents des services de détection et de répression ont tendance à voir dans la criminalité transnationale organisée des groupes de personnes, parce que les outils qu'ils possèdent – le pouvoir d'arrestation et de saisie – ne peuvent être utilisés qu'à l'encontre de personnes. Mais les problèmes de criminalité transnationale organisée sont souvent causés par des facteurs autres que les personnes impliquées dans une affaire donnée. Pour remédier à ces problèmes, il faut des outils que les agents des services de détection et de répression n'ont pas nécessairement à leur disposition.

Les agents des services de détection et de répression doivent par ailleurs limiter leur action aux opérations menées sur le territoire qui relève de leur compétence. Avec l'aide de la Convention et de mécanismes

similaires, la coopération bilatérale et régionale est possible. Cela étant, les problèmes de criminalité transnationale organisée examinés dans le présent rapport sont souvent d'envergure mondiale. Pour résoudre ces problèmes, il faut une réflexion stratégique à l'échelle de la planète.

Il n'est certes pas facile de rassembler des données fiables sur lesquelles fonder cette stratégie. Contrairement aux infractions "classiques" (assassinat, viol, vol, etc.), les citoyens s'adressent rarement à la police pour se plaindre d'actes relevant de la criminalité organisée. La plupart des infractions sont des infractions "sans victimes", en ce sens qu'aucune des parties en cause n'a intérêt à porter l'affaire à l'attention de la police. Par conséquent, la plupart des activités criminelles organisées ne sont connues que lorsque la police s'attache à mener une enquête en amont. Certains services de détection et de répression n'ont pas les moyens de le faire, ou le mandat voulu.

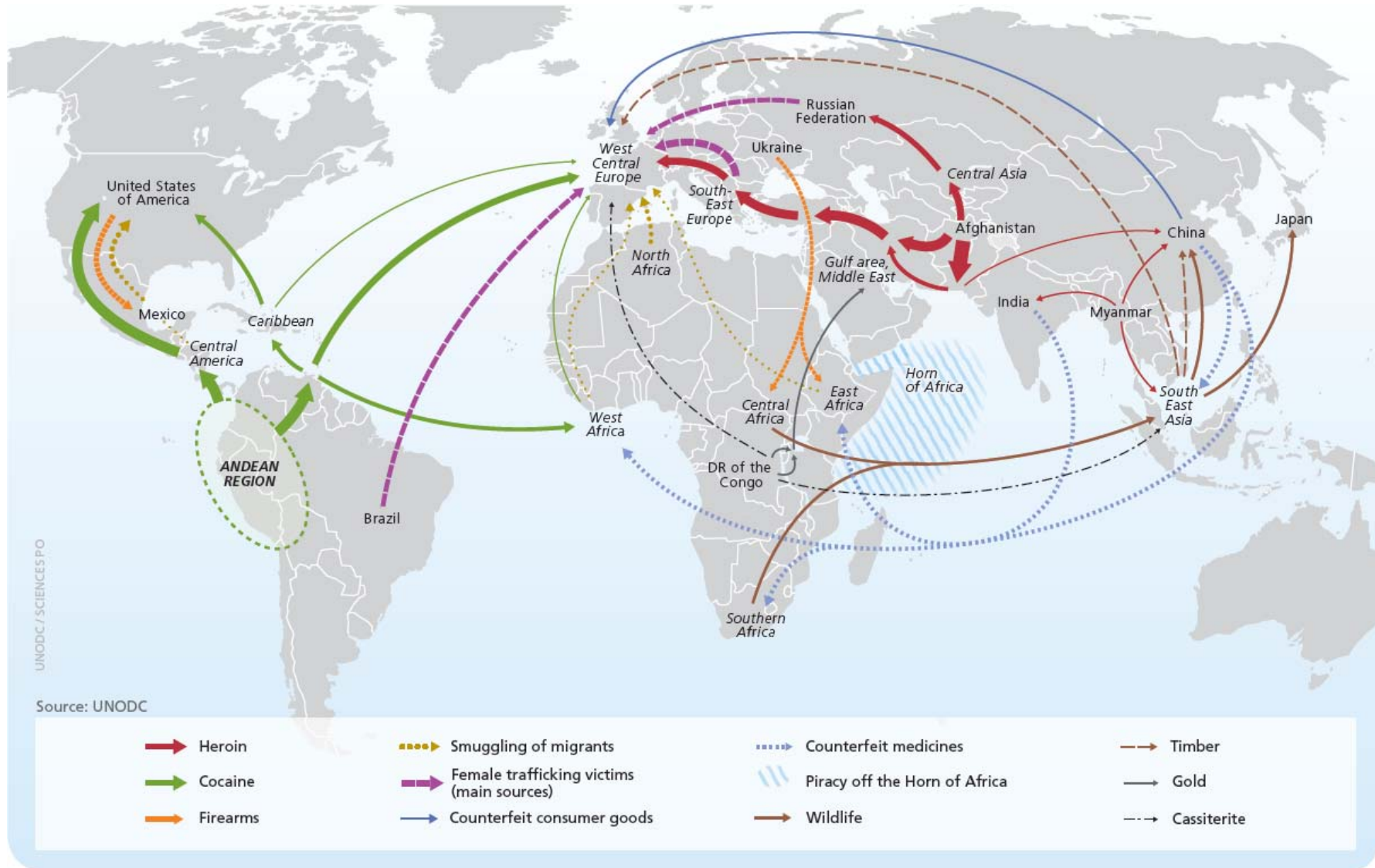
De tous les domaines étudiés, c'est sur le trafic de drogues que l'on en sait le plus. L'ONUDC et les autorités nationales concernées mènent des enquêtes sur les principales zones de culture du cocaïer et du pavot à opium depuis de nombreuses années, et des estimations de la production de cocaïne et d'héroïne peuvent ainsi être faites avec une certaine précision. Bon nombre de pays communiquent leurs données relatives aux saisies à l'ONUDC, et la plupart des pays de destination disposent de données provenant d'enquêtes sur la taille de la population toxicomane. L'offre, la demande et les saisies peuvent être triangulées pour donner une image plus fiable que ne pourrait générer aucune source de données unique. Mais il existe encore de graves lacunes dans notre connaissance de la manière dont opèrent les marchés de la drogue. On en sait encore moins dans d'autres domaines de la criminalité transnationale organisée, et il existe très peu de bases de données mondiales sur ces questions.

La criminalité transnationale organisée est devenue d'autant plus difficile à comprendre que sa nature ne cesse d'évoluer. Des épidémies de drogues sont apparues, ont disparu et refait surface dans de nouveaux environnements. Les flux de la traite des personnes et du trafic d'armes à feu ont augmenté rapidement dans les zones de conflit pour retomber aussi rapidement. La fin de la Guerre froide, des guerres civiles moins nombreuses et d'une gravité moindre et la progression de la mondialisation – ont toutes eu des répercussions imprévues sur la criminalité organisée. Il est probable que les futures tendances seront affectées par les changements mondiaux sur le plan démographique, migratoire, de l'urbanisation, des conflits et de l'économie. Afin de pouvoir vraiment anticiper, la communauté internationale a besoin de mieux comprendre de quelle manière les tendances de la criminalité transnationale organisée sont liées à des changements sociaux plus vastes.

En dehors du peu de choses que l'on sait sur certains marchés particuliers, que peut-on raisonnablement dire de manière générale sur les tendances de la criminalité transnationale organisée? Il semblerait qu'il y ait un consensus général pour dire qu'aussi bien les organisations extrêmement structurées que les organisations peu structurées sont impliquées dans la criminalité transnationale organisée et, un certain nombre d'experts considèrent que, ces dernières prendraient le pas sur les premières. Selon cette thèse, sous la pression des services de répression, les groupes de criminalité organisée hiérarchiques traditionnels ont mis en place une "structure de type cellule" similaire à celle observée dans les groupes terroristes, avec de petits réseaux qui font le travail qui était accompli auparavant par des structures plus rigides.

Il semblerait cependant que il ne s'agisse pas d'une adaptation de la part des groupes traditionnels, mais que ces réseaux de personnes qui répondent à la demande du marché aient toujours existé dans le trafic transnational, mais qu'ils étaient moins visibles pour les services de détection et de répression qui se concentrent sur les problèmes de criminalité locaux. Quoiqu'il en soit, on peut dire sans trop s'avancer que les groupes eux-mêmes sont devenus moins importants que les marchés auxquels ils s'intéressent. De nos jours, la criminalité organisée semble moins concerner un groupe de personnes se livrant à un éventail d'activités illicites qu'un groupe d'activités illicites dans lesquelles certaines personnes et certains groupes sont actuellement impliqués. Si ces personnes sont arrêtées et incarcérées, ces activités continuent, parce que le marché illicite, et les motivations qu'il génère, sont toujours là.

Les principales menaces transfrontalières examinées dans ce rapport



Pour résoudre les problèmes que pose la criminalité transnationale organisée, il est nécessaire de faire face à ces marchés à l'échelle à laquelle ils opèrent. Les études de cas présentées ci-dessous ont pour objet d'évaluer certains de ces flux.

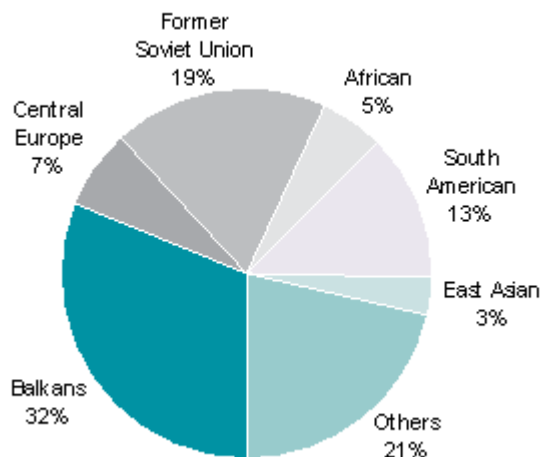
Traite des personnes

La traite des personnes est un phénomène véritablement mondial: dans des données communiquées récemment à l'ONUDC, des victimes venant d'au moins 127 pays ont été détectées et 137 pays ont indiqué avoir détecté des victimes. Si cet échantillon n'est peut-être pas représentatif de l'ensemble des victimes, les deux-tiers des victimes signalées étaient des femmes, et 79 % des victimes étaient exploitées sexuellement. L'Union européenne dispose du plus grand nombre d'informations sur les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, avec un plus grand nombre de nationalités (au moins 95) que toute autre partie du monde. Ce marché est le sujet d'une étude de flux.

La traite des femmes à destination de l'Europe

Avec la fin de la Guerre froide, un grand nombre de travailleurs de toutes sortes ont quitté l'Europe de l'Est pour s'installer en Europe de l'Ouest. Certains de ces travailleurs étaient ou sont devenus des travailleurs du sexe, et tous ne sont pas venus de leur plein gré. En 2005/2006, 51 % des victimes de la traite des personnes détectées en Europe venaient des Balkans ou de l'ex-Union soviétique, en particulier de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de la Fédération de Russie et de la République de Moldova. Mais il semblerait que la situation évolue, le nombre de femmes victimes de la traite venant d'autres parties du monde devenant de plus en plus important.

Origines des victimes de la traite détectées en Europe centrale et occidentale, 2005-2006



Source: Données de l'UNODC-UN.GIFT

Dans bien des cas, les femmes, dont certaines ont pu être un jour elles-mêmes des victimes, jouent un rôle important dans l'exploitation des victimes. Les trafiquants sont souvent de la même nationalité que la victime, bien qu'il existe des exceptions importantes. Les techniques utilisées pour recruter des victimes semblent varier selon le pays d'origine: en Europe de l'Est, par exemple, des victimes peuvent être "recrutées" par le biais d'agences de placement alors qu'en Afrique de l'Ouest, la famille et les réseaux sociaux sont utilisés. En règle générale et bien qu'il y ait eu des exceptions, ce sont de petits groupes qui se livrent à la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Il y aurait 140 000 victimes de la traite en Europe, générant un revenu annuel brut de 3 milliards de dollars des États-Unis pour ceux qui les exploitent. Avec une période d'exploitation moyenne de deux ans, cela semblerait indiquer qu'il y a chaque année plus de 70 000 nouvelles entrées. Cette tendance semble être stable.

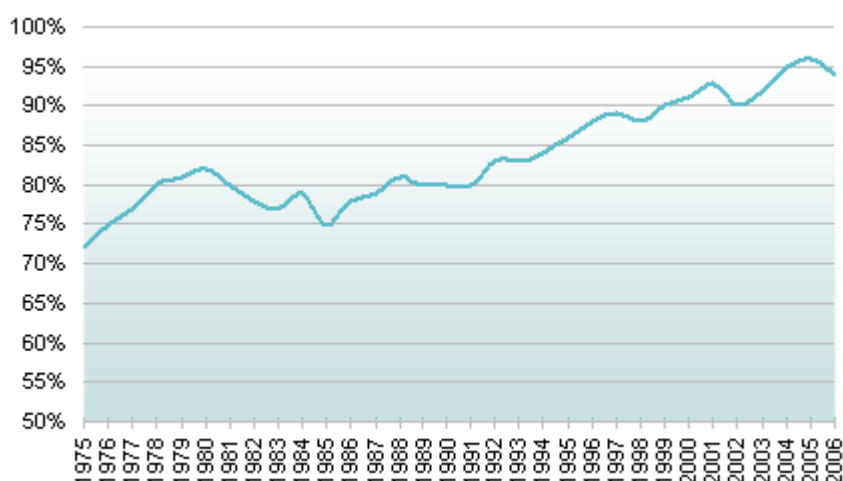
Trafic illicite de migrants

Du fait des inégalités mondiales et des politiques d'immigration restrictives, des travailleurs des régions en développement sont prêts à s'endetter lourdement auprès de leur communauté et à risquer leur vie pour accéder à des possibilités dans les pays plus riches. Comme ils ne peuvent pas le faire légalement, ils recourent souvent à des criminels organisés pour se faire aider, ce qui devrait être de plus en plus le cas à mesure que les contrôles de l'immigration sont renforcés. Comme ces services sont illégaux, ceux qui les offrent ont un pouvoir considérable sur ceux qui dépendent d'eux et les abus sont monnaie courante, particulièrement lorsque les transports sont clandestins. Le présent rapport examine deux flux de trafic illicite vers le Nord: d'Amérique latine vers l'Amérique du Nord et d'Afrique vers l'Europe.

En provenance d'Amérique latine et à destination de l'Amérique du Nord

Les États-Unis d'Amérique comptent la deuxième population hispanophone au monde, dont plus de neuf millions de personnes nées au Mexique. Plus d'un tiers de la population parle espagnol dans les états frontaliers de la Californie, du Texas et du Nouveau Mexique. Si l'on ajoute le fait qu'environ 150 millions de Latino Américains vivent avec moins de deux dollars par jour, cette population expatriée exerce une attraction puissante sur les États les plus pauvres du Sud. Les immigrants mexicains peuvent espérer améliorer considérablement leur niveau de vie sans avoir à maîtriser une nouvelle langue ou à laisser derrière eux un groupe culturel. De ce fait, environ 80 % de la population émigrée illégale aux États-Unis vient d'Amérique latine. La plupart de ceux qui entrent clandestinement aux États-Unis d'Amérique le font en franchissant la frontière terrestre mexicaine, la majorité d'entre eux étant mexicains, et plus de 90 % des migrants mexicains illégaux se font aider par des trafiquants professionnels. Environ 88 % du total des 792 000 migrants interceptés en 2008 étaient des ressortissants mexicains, le reste étant principalement constitué de Latinos Américains.

Proportion des immigrants illégaux mexicains ayant recours à des trafiquants



Source: Mexican Migration Project

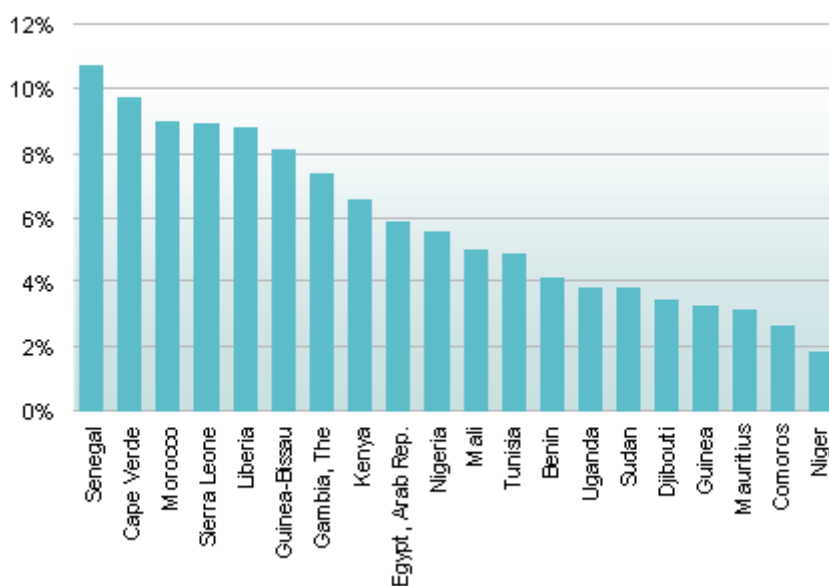
Bien que des migrants aient été détectés faisant le voyage en train, à pied et même passant par des tunnels creusés à cet effet, la plupart des migrants sont introduits dans des camions. Le trafic transporte généralement les migrants à une certaine distance de la frontière. Les migrants peuvent être rassemblés dans des “planques”, soit avant de franchir la frontière soit une fois arrivés sur le territoire américain. Les trafiquants regroupent les migrants dans ces cachettes en attendant le versement du solde des frais de passage. Ces frais sont normalement payés par la famille des migrants dans le pays d’origine ou aux États-Unis d’Amérique. Si le fait de différer le paiement jusqu’au moment où la frontière est franchie apporte une certaine sécurité quant au fait que les migrants ne seront pas simplement abandonnés dans le désert, cela transforme aussi les migrants en otages, devenant le bien affecté en garantie sur lequel repose la transaction. Au Mexique, des migrants non mexicains ont été détenus dans l’attente du paiement d’une rançon également. Bien que certaines opérations sophistiquées aient été détectées, il semblerait que le gros du trafic se fasse par un grand nombre de petits groupes.

Dans l’ensemble, il semblerait qu’environ trois millions de Latino Américains soient introduits illégalement par la frontière sud des États-Unis d’Amérique chaque année. Sachant que 90 % d’entre eux sont aidés par des trafiquants, on peut supposer que le revenu des trafiquants est d’environ sept milliards de dollars par an. Ce marché semble connaître une forte baisse depuis 2005. Entre 2005 et 2008, le nombre d’arrestations de Mexicains a chuté de 35 % et les arrestations d’autres ressortissants de 62 %.

En provenance d’Afrique et à destination de l’Europe

Les dynamiques qui sous-tendent la migration africaine vers l’Europe sont similaires à celles qui sous-tendent la migration latino américaine vers les États-Unis d’Amérique, excepté que les facteurs qui poussent les gens à partir et les attirent vers un nouvel endroit sont encore plus forts. Le fait que l’immigration illégale en provenance d’Afrique et à destination de l’Europe ne représente qu’une fraction de la celle d’Amérique latine à destination des États-Unis d’Amérique est probablement dû en partie à la difficulté relative du passage, et en partie à la petite taille relative de la population expatriée africaine en Europe. Il n’empêche que l’Europe accueille la plus importante population née en Afrique vivant hors d’Afrique et les transferts constituent une proportion importante du PNB dans nombre de pays d’Afrique.

Transferts en pourcentage de PNB (2007); les 20 premiers pays africains, 2007



Source: Banque mondiale

La plupart des itinéraires utilisés pour le trafic de migrants comportent de longs passages terrestres et de courtes étapes maritimes pour atteindre les îles européennes. Les itinéraires empruntés ont considérablement changé en réponse aux actions menées par les services de détection et de répression. Par exemple, les îles Canaries ont connu une hausse rapide jusqu'en 2006, année à partir de laquelle les services de répression ont poussé le flux vers Lampedusa, jusqu'à ce qu'un accord de coopération signé en mai 2009 entre l'Italie et la Jamahiriya arabe libyenne mette brusquement fin à cet itinéraire. Comme ces îles ne sont pas la destination finale des migrants, ces derniers comptent sur les autorités pour les acheminer sur le continent. Nombre de pays européens n'ont pas d'accords de rapatriement avec des pays d'Afrique, et les migrants sans documents d'identité sont généralement remis en liberté avec une obligation de quitter le territoire. Comptant sur ce résultat, la plupart des migrants africains s'emploient activement à être détectés par les autorités.

Partant, l'évaluation du flux est relativement simple. Environ 55 000 migrants ont été introduits clandestinement en Europe en 2008, pour une valeur d'environ 150 millions de dollars des États-Unis pour les petits groupes de trafiquants qui étaient positionnés le long de cet itinéraire à ce moment-là. Le flux global semble avoir augmenté lentement jusqu'en 2009, mais il reste à savoir si la crise financière va inverser cette tendance en Europe comme elle l'a fait aux États-Unis.

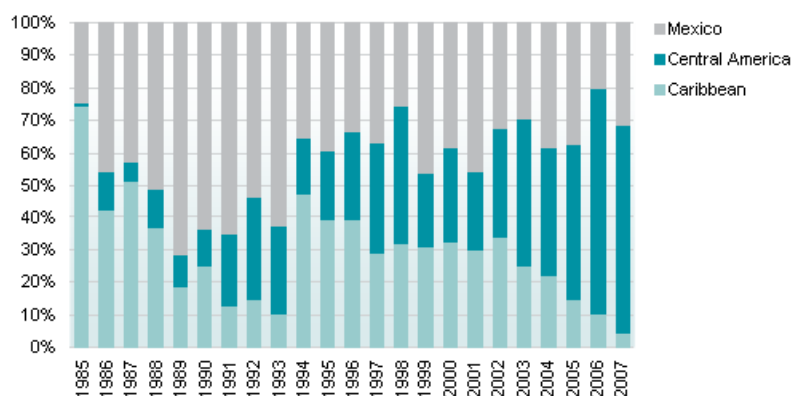
Cocaïne

La cocaïne provient de trois pays dans la région des Andes. Jusqu'il y a peu encore, pratiquement toute la production de cocaïne était acheminée vers le Nord, vers le marché américain, mais la demande américaine est en baisse depuis les années 1980 et a diminué de façon abrupte récemment. En même temps, la demande de cocaïne en Europe a commencé à croître, et a augmenté rapidement au XXI^e siècle.

De l'Amérique du Sud vers l'Amérique du Nord

Les moyens utilisés pour transporter la cocaïne d'Amérique du Sud en Amérique du Nord ont varié au fil du temps, en partie pour répondre aux efforts de répression et en partie en raison des changements intervenus dans les groupes se livrant au trafic. Aujourd'hui, la cocaïne est le plus souvent transportée de Colombie vers le Mexique ou l'Amérique centrale par voie maritime (habituellement par des Colombiens), puis par voie terrestre vers les États-Unis et le Canada (habituellement par des Mexicains). Les autorités américaines estiment que près de 90 % de la cocaïne qui entre dans le pays le fait par la frontière terrestre États-Unis/Mexique, et que 70 % de la cocaïne quitte la Colombie par le Pacifique, 20 % par l'Atlantique et 10 % par la République bolivarienne du Venezuela et les Caraïbes.

Répartition des saisies de cocaïne en Amérique centrale, dans les Caraïbes et au Mexique, entre 1985 et 2007



Source: ONUDC, données provenant des questionnaires destinés aux rapports annuels/Banque des données de l'ONUDC pour les évaluations et l'analyse des tendances à long terme (DELTA)

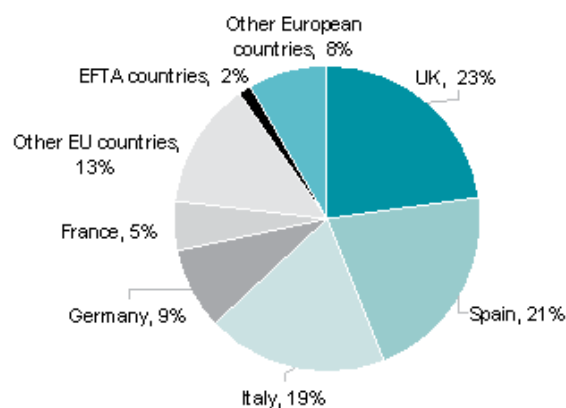
Après le démantèlement des cartels de Medellín et de Cali au début des années 1990, les groupes de criminalité organisée colombiens sont devenus plus petits en taille et la violence a diminué. En même temps, les groupes mexicains ont grandi en taille et en force et ils sont aujourd'hui responsables de la plus grande partie de la violence dans ce pays.

Environ 196 tonnes de cocaïne sont nécessaires pour satisfaire la demande américaine, soit un flux estimé à 38 milliards de dollars des États-Unis en 2008, mais cette somme n'est pas répartie de façon égale. Les cultivateurs de coca dans les trois pays andins ont gagné environ 1,1 milliard de dollars des États-Unis cette année. Les sommes générées par les activités d'acheminement et de trafic au sein des pays andins pour la cocaïne destinée à être expédiée en Amérique du Nord se sont élevées à environ 400 millions de dollars des États-Unis. Le total des bénéfices bruts pour ceux qui importent la cocaïne au Mexique peut être estimé à environ 2,4 milliards de dollars des États-Unis (à l'exclusion des frais de transport), et les cartels mexicains ont gagné 2,9 milliards de dollars des États-Unis cette année en faisant passer clandestinement de la cocaïne aux États-Unis d'Amérique. Les bénéfices les plus importants sont cependant générés aux États-Unis d'Amérique: 29,5 milliards de dollars des États-Unis entre le niveau de la vente en gros aux États-Unis et les consommateurs américains. La plus grande partie de ces bénéfices bruts se fait entre les revendeurs de niveau intermédiaires et les consommateurs, pour un montant de plus de 24 milliards de dollars des États-Unis, soit 70 % de la taille totale du marché américain de la cocaïne.

En provenance de la région andine et à destination de l'Europe

Le nombre d'usagers de cocaïne en Europe a doublé au cours de la dernière décennie, passant de 2 millions en 1998 à 4,1 millions en 2007/08. Le niveau global de consommation de la cocaïne est encore plus bas en Amérique du Nord, mais certains pays européens, notamment l'Espagne et le Royaume-Uni, ont des taux de prévalence annuelle plus élevés que les États-Unis d'Amérique. Le marché européen de la cocaïne a augmenté en termes de valeur, passant de 14 milliards de dollars des États-Unis en 1998 à 34 milliards de dollars des États-Unis en 2008, soit à peu près la même taille que le marché américain. Des données préliminaires semblent cependant indiquer que la croissance rapide du marché européen de la cocaïne commence à se stabiliser.

Parts nationales de la population consommatrice de cocaïne en Europe en 2007/08



Source: sources multiples

L'essentiel du trafic de cocaïne vers l'Europe se fait par voie maritime. La plupart des cargaisons de cocaïne destinées à l'Europe sont destinées à une ou deux plaques tournantes régionales: l'Espagne et le Portugal au Sud et les Pays-Bas et la Belgique au Nord. La Colombie reste la principale source de la cocaïne qui circule en Europe, mais des envois directs depuis le Pérou et l'État plurinational de Bolivie sont beaucoup plus

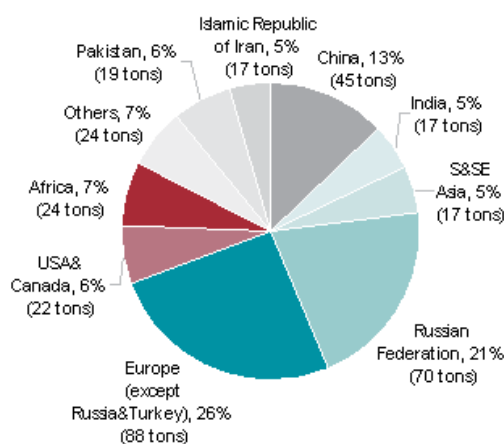
fréquents que sur le marché américain. Les itinéraires empruntés pour gagner l'Europe ont changé au cours des dernières années. Entre 2004 et 2007, au moins deux points de transbordement distincts sont apparus en Afrique de l'Ouest: l'un centré sur la Guinée-Bissau et la Guinée et l'autre sur le Golfe du Bénin, qui s'étend du Ghana au Nigéria. Les troubles politiques qui prévalent au niveau de la plaque tournante située au nord et des succès en matière d'interdiction bien appliqué ailleurs semblent avoir mis à mal cet itinéraire de transit pour le moment, bien qu'il puisse réapparaître rapidement. La République bolivarienne du Venezuela est aussi devenue un pays de transit clef pour les cargaisons à destination de l'Europe, particulièrement pour les grosses cargaisons maritimes.

Au final, environ 124 tonnes de cocaïne sont distribuées en Europe pour une valeur de 34 milliards de dollars des États-Unis. Il semblerait que moins de 1 % de la valeur des ventes de cocaïne en Europe revienne aux cultivateurs de coca andins, et 1 % aux trafiquants de la région andine. Les trafiquants internationaux qui expédient la cocaïne depuis la région andine vers les principaux points d'entrée (notamment l'Espagne) perçoivent 25 % de la valeur finale des ventes. 17 % sont quant à eux générés pour transporter la cocaïne des points d'entrée aux grossistes dans les pays de destination finale dans toute l'Europe. Le revenu le plus important est généré dans les pays de destination, entre le grossiste et le consommateur, soit plus de 56 % du total. Étant donné, toutefois, que le nombre de revendeurs est beaucoup plus important au niveau national, le revenu par tête des revendeurs au niveau national en Europe est inférieur à celui du groupe plus petit de revendeurs de cocaïne opérant à l'échelle internationale.

Héroïne

La majorité de l'héroïne mondiale provient d'une poignée de provinces situées dans l'Afghanistan en proie à des luttes armées. L'héroïne afghane alimente un marché mondial d'une valeur d'environ 55 milliards de dollars des États-Unis par an. Les itinéraires des Balkans et du Nord sont les principaux corridors du trafic d'héroïne reliant l'Afghanistan aux énormes marchés de la Fédération de Russie (13 milliards de dollars des États-Unis) et de l'Europe occidentale (20 milliards). La plupart des bénéfices reviennent aux groupes de criminalité organisée positionnés le long de cet itinéraire, mais certains servent à financer les insurgés en Afghanistan.

Consommation mondiale d'héroïne (340 tonnes), 2008 (part des pays/régions)



Source: UNODC

En provenance d'Afghanistan et à destination de la Fédération de Russie

Après la chute de l'Union soviétique, l'usage d'héroïne semble avoir augmenté rapidement dans la Fédération de Russie, mais a commencé à se stabiliser autour de 2001. Aujourd'hui, on estime à 1,5 million

le nombre de consommateurs d'héroïne dans la Fédération de Russie, ce qui en fait le pays le plus grand consommateur d'héroïne au monde. Pour atteindre les marchés russes depuis l'Afghanistan, le transport terrestre semble être l'itinéraire le plus fréquent. Il y a vingt ans, tous les pays situés au nord de l'Afghanistan faisaient partie de l'URSS, de sorte que les liens transfrontaliers sont courants. Ces nouveaux États sont pauvres pour la plupart d'entre eux et certains ont connu des problèmes d'insurrection politique. Compte tenu de leur manque de moyens et des défis à relever pour surmonter leurs difficultés, le transbordement d'héroïne n'était pas leur priorité première. Aujourd'hui, des efforts sérieux sont faits et plusieurs tonnes d'héroïne sont saisies chaque année, mais environ 70 tonnes parviennent cependant à destination pour satisfaire la demande dans la Fédération de Russie.

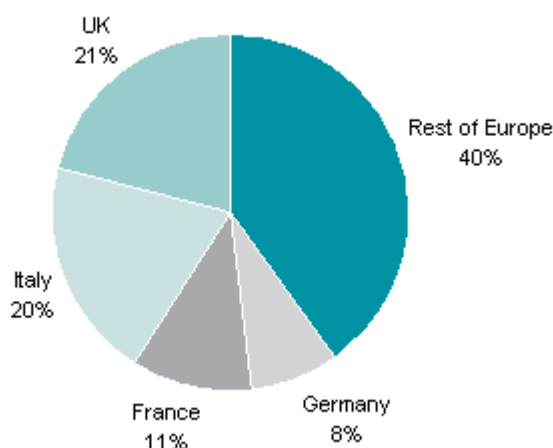
Pour que ces 70 tonnes arrivent sur le marché des consommateurs russes, environ 95 tonnes, soit 25 % de toutes les exportations d'héroïne afghane passent de l'Afghanistan à l'Asie centrale, le Tadjikistan gérant l'essentiel du volume. Aussi bien de grands groupes bien organisés que de petits entrepreneurs semblent se livrer au trafic, la drogue changeant généralement de mains à de multiples reprises avant d'atteindre le consommateur. Les liens familiaux et ethniques transfrontaliers semblent être importants pour faciliter le flux.

Ces 70 tonnes sont vendues pour 13 milliards de dollars des États-Unis sur les marchés russes et ce flux semble avoir augmenté depuis 1999.

En provenance d'Afghanistan et à destination de l'Europe

La "route des Balkans" suit la voie terrestre de la République islamique d'Iran (ou du Pakistan puis de la République islamique d'Iran) par la Turquie et l'Europe du Sud-Est. Pour satisfaire la demande européenne qui s'élève à 87 tonnes d'héroïne, environ 140 tonnes doivent quitter l'Afghanistan en empruntant cet itinéraire, en grande partie en raison des niveaux élevés de saisies en République islamique d'Iran et en Turquie. La majeure partie de cette héroïne est consommée dans seulement quatre pays: l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Estimation de la répartition de la consommation d'héroïne en Europe (sur un total de 87 tonnes)



Source: UNODC

Les groupes de criminalité organisée impliqués dans le trafic international le long de la route des Balkans sont souvent composés de ressortissants des pays d'origine et de transit. Mais, à différents stades, nombre des trafiquants peuvent être des professionnels des transports engagés pour faire le travail et pas

nécessairement des membres du groupe qui possède les drogues. Les opiacés destinés à l'Europe occidentale sont sortis d'Afghanistan par les réseaux baloutches et pashtounes opérant dans les régions frontalières de l'Afghanistan, du Pakistan et de la République islamique d'Iran. On suppose que les groupes baloutches livrent leurs cargaisons en République islamique d'Iran à des groupes ayant des liens régionaux et internationaux plus importants, tels que les groupes azéri, arabe, perse et kurde. Dès l'instant où les opiacés ont changé de mains, ces groupes deviennent les principaux responsables du transport des drogues des frontières orientales aux frontières occidentales de la République islamique d'Iran. Une fois en Turquie, les cargaisons importantes sont réparties en paquets plus petits qui seront distribués en Europe.

Dans les Balkans, une quantité relativement peu importante d'héroïne est saisie, ce qui donne à penser que cet itinéraire est extrêmement bien organisé et bien huilé par la corruption. Les groupes des Balkans sont importants dans les Balkans, mais ils ne semblent pas contrôler les drogues dans les marchés de destination. Dans la plupart des pays européens, des ressortissants du pays concerné contrôlent les marchés de la drogue locaux. Les Pays-Bas sont un autre centre de redistribution, après la Turquie.

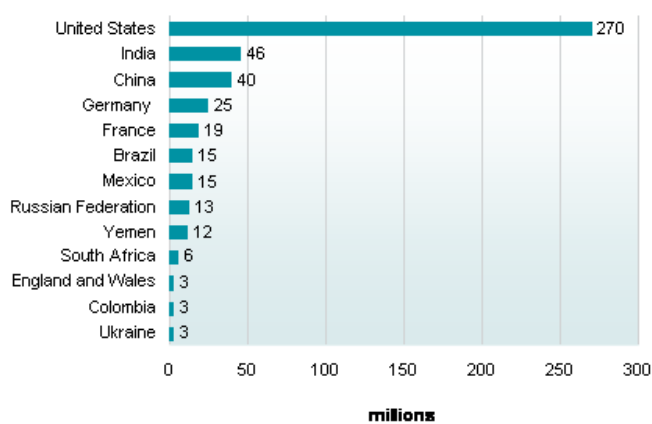
Armes à feu

Le trafic d'armes à feu diffère des nombreuses autres formes de trafic dont il est question dans le présent rapport, en ce sens que les armes à feu sont des biens durables. En outre, le pistolet ou le fusil d'assaut moderne représente une "technologie mature", de sorte que les détenteurs d'armes n'ont pas besoin de mettre à jour régulièrement leur stock pour rester compétitifs. Par conséquent, le nombre de nouvelles armes légères achetées chaque année représente environ 1 % de celles qui sont déjà en circulation, et cela s'applique autant aux marchés licites qu'illicites. Il existe deux marchés principaux pour les armes illicites – ceux qui ont besoin d'armes à des fins criminelles et ceux qui en ont besoin à des fins politiques. Le trafic d'armes à feu des États-Unis vers le Mexique représente un exemple du premier marché, tandis que celui des armes écoulées à partir de l'Europe de l'Est est un exemple du second.

En provenance des États-Unis et à destination du Mexique

Les États-Unis sont une source d'armes évidente pour les criminels au Mexique. Les États-Unis ont la population civile la plus lourdement armée au monde, un quart de l'ensemble des adultes possédant au moins une arme à feu. Le commerce des armes aux États-Unis est soumis à des pressions de concurrence, de sorte que les armes sont aussi peu onéreuses en comparaison avec les pays où les ventes d'armes à feu sont extrêmement régulées, tels que le Mexique.

Nombre total de civils possédant une arme, sélection de pays



Source: *Élaboré à partir d'estimations publiées dans Small Arms Survey 2007*

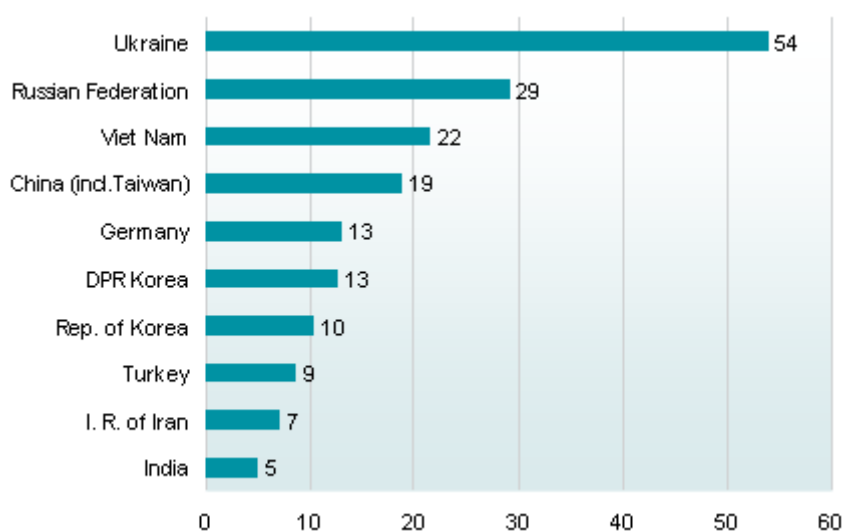
Il semblerait que la plus grande partie des armes introduites au Mexique soient achetées auprès de l'un des 6 700 revendeurs d'armes positionnés le long de la frontière avec le Mexique, qui recourent à des "acheteurs-écrans" qui sont conduits de l'autre côté de la frontière par un grand nombre de passeurs clandestins. De très petites quantités d'armes sont acheminées en empruntant les points de passage réguliers, dissimulées dans des véhicules privés. Environ 88 millions de voitures destinées au transport de passagers franchissent la frontière chaque année, et la plupart de ceux qui franchissent la frontière le font tous les jours, de sorte qu'un trafiquant faisant des allers et retours fréquents peut transporter à lui seul plus de 500 armes par an, dans des chargements trop petits pour qu'on le soupçonne de se livrer à un trafic organisé. En définitive, le trafic d'armes transfrontalier doit davantage être considéré comme un marché et non comme une activité reposant sur un groupe.

Or, le Mexique possède déjà une quantité importante d'armes illicites, estimée à 10 millions d'armes non enregistrées, soit suffisamment pour armer un homme adulte sur trois dans le pays. Dans ce contexte, le trafic sert principalement à compléter le marché. Sur la base de ce que l'on sait sur la taille des groupes qui fournissent le gros de la demande – les cartels de la drogue – on estime que 20 000 armes sont introduites clandestinement chaque année, pour une valeur, au maximum, de 20 millions de dollars des États-Unis.

D'Europe de l'Est vers le monde

La dissolution de l'ex-Union soviétique a laissé à nombre des nouveaux pays, particulièrement à ceux ayant des frontières stratégiques, un héritage non désiré: des stocks importants d'armes et de munitions vieillissants mais toujours en état de marche. C'est notamment le cas de l'Ukraine. Après la dissolution, l'Ukraine a hérité de 30 % du complexe militaro-industriel soviétique. On estime que le pays détient actuellement sept millions d'armes légères. En termes absolus, c'est le troisième plus grand stock au monde, après la Chine et la Fédération de Russie, mais l'Ukraine serait le pays possédant le plus grand nombre d'armes de rechange par soldat du service actif. Ce stock important représente une menace ainsi que l'atteste le nombre important de transferts ou de tentatives de transferts à destination d'États soumis à des sanctions ou impliqués dans des conflits régionaux, en particulier en Afrique.

Armes par soldat du service actif, les 10 plus grands arsenaux nationaux



Source: *Élaboré à partir d'estimations publiées dans Small Arms Survey 2007; International Institute for Strategic Studies*

Pour armer une révolution ou un régime militaire sous embargo, il faut un grand nombre d'armes. Comme il est généralement difficile de voler et de faire passer clandestinement des quantités suffisantes pour que l'entreprise en vaille la peine, la majorité du "trafic" d'armes militaires a lieu sous un vernis de légalité. Tout

comme d'autres produits pour lesquels la légalité de la cargaison dépend entièrement de documents administratifs, la plus grande partie du trafic d'armes de grande envergure repose sur la corruption. La majorité des transactions implique un certain nombre de fonctionnaires et de courtiers en armes. Ces courtiers vendent leurs relations, leur accès à des documents administratifs frauduleux et leurs propres services de transport à des groupes insurgés et à des États sous embargo. Ils gèrent des chaînes de sociétés écrans et possèdent souvent des flottes d'avions provenant de surplus et d'autres véhicules. Comme les parties belligérantes ne possèdent pas toujours de devises, les courtiers peuvent se faire rémunérer sous la forme de concessions de ressources naturelles et se faire de l'argent à la fois sur la vente d'armes et sur la vente de produits exportés. De ce fait, ils peuvent se spécialiser dans la vente de ressources naturelles.

En termes de valeur, le trafic d'armes à destination de combattants politiques étant épisodique, il est difficile de parler d'un flux constant. Pendant une crise, la demande peut être élevée et ne diminuer qu'une fois la paix rétablie. Si l'on examine les envois liés à un cas spécifique de trafic vers le Sud Soudan, environ 40 000 Kalachnikovs ont été vendues en 2007-2008, pour une valeur estimée à environ 33 millions de dollars des États-Unis.

Ressources environnementales

Il existe de nombreuses formes de délits environnementaux transnationaux organisés et, à mesure que de nouvelles règles apparaissent, de nouvelles formes émergent. Typiquement, ces délits relèvent de deux catégories d'infraction principales. L'une est celle des délits liés à la pollution, en particulier le rejet de déchets dangereux et le commerce de substances qui réduisent la couche d'ozone. La seconde catégorie est celle des infractions liées au prélèvement illicite de ressources naturelles, en particulier d'espèces animales menacées d'extinction, de bois et de poissons. Le présent rapport se concentre sur deux exemples de vol et de trafic de ressources environnementales: le trafic d'espèces menacées d'extinction d'Afrique et d'Asie du Sud-Est à destination de l'Asie dans son ensemble, et le trafic de bois d'Asie du Sud-Est à destination de l'Europe et de l'Asie.

Faune et flore sauvages en provenance d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et à destination de l'Asie

L'habitat d'une grande partie des grands mammifères menacés d'extinction dans le monde se trouve en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Ces deux régions sont confrontées à des défis sérieux en ce qui concerne la protection de l'environnement, notamment le fait que les services de détection et de répression ne disposent pas de moyens gérés efficacement et qu'il existe peu de moyens d'existence alternatifs pour les populations rurales, des traditions de chasse ancestrales, des insurrections et des conflits périodiques, un respect des frontières insuffisant, et le fait que certains agents des services de détection et de répression puissent trouver le potentiel économique de ce marché plus attractif que leur salaire. Ces problèmes ne sont pas spécifiques à ces régions, mais c'est malheureusement le cas des espèces de la faune et de la flore sauvages.

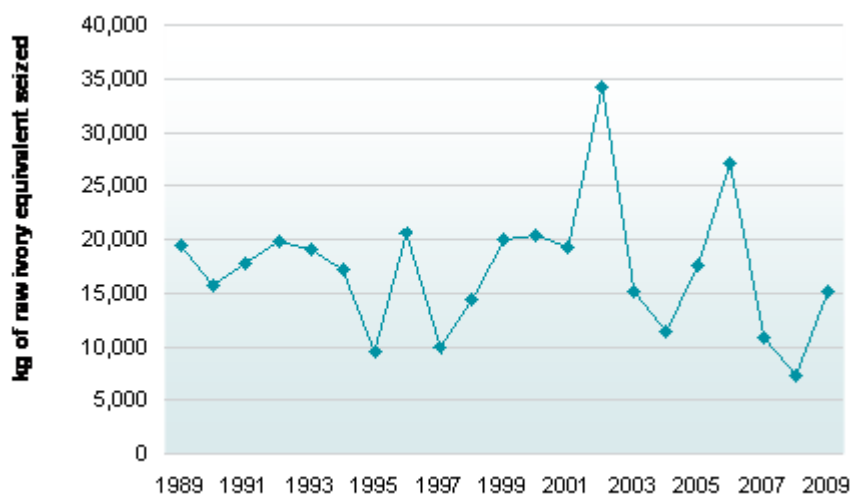
La première étape dans la chaîne du trafic est le braconnage. L'existence de groupes bien organisés a été établie et il est clair que certaines personnes ont fait de l'exploitation de l'environnement un business. Tous les acteurs du marché ne sont pas des professionnels à plein temps, et ceux qui approvisionnent ces produits de la faune et de la flore peuvent être des participants informels.

En Afrique, tous les États ayant une population d'espèces de faune et de flore sauvages sont affectés par le braconnage, mais il semblerait que l'Afrique centrale soit la principale source de l'ivoire d'éléphant, et l'Afrique du Sud la principale source de la corne de rhinocéros. Certains de ces produits sont vendus au détail aux touristes localement, mais de très gros arrivages d'ivoire destinés au marché asiatique ont été détectés, représentant des organisations plus importantes. Le fait que des miliciens soient impliqués dans le commerce, y compris des groupes somaliens et soudanais, a été démontré.

En Asie du Sud-Est, une variété beaucoup plus importante de petites espèces de faune et de flore sauvages est prélevée, mais les volumes sont stupéfiants et les répercussions sur l'environnement bien moins comprises. Une espèce plus grande, le tigre, est en voie d'extinction à l'état sauvage en raison du braconnage. Le passage des frontières se fait souvent aux points contrôlés par des groupes insurrectionnels.

Entre 5 000 et 12 000 éléphants africains sont tués chaque année pour alimenter un marché de 50 à 120 tonnes d'ivoire chaque année. Le marché de l'ivoire en Asie de l'Est semble être d'une valeur d'environ 62 millions de dollars des États-Unis par an. Si les saisies sont plus petites, la corne de rhinocéros vaut beaucoup plus que l'ivoire d'éléphant au kilo. Environ 800 kilogrammes sont entrés sur le marché au cours des dernières années, pour une valeur d'un peu plus de 8 millions de dollars des États-Unis par an. Les parties de tigre continuent d'atteindre des prix élevés, mais sont devenues si rares que si au maximum 5 % de ce qu'il reste de la population de tigres était braconnée, ce marché serait d'une valeur inférieure à 5 millions de dollars des États-Unis par an.

Quantités d'ivoire saisies chaque année et répertoriées dans le Système d'information sur le commerce de produits d'éléphants (ETIS)



Source: TRAFFIC

Bois en provenance d'Asie du Sud-Est et à destination de l'Union européenne et de l'Asie

Le transport de parties d'animaux sauvages, lorsqu'il est détecté, tend à soulever des questions. En revanche, le transport d'importants volumes de bois et de produits dérivés est un produit de base du commerce international. Tout comme pour d'autres biens apparemment licites, la légalité de tout transport de bois donné repose sur des documents administratifs. Des documents frauduleux peuvent être utilisés à de nombreuses fins. Ils peuvent transformer du bois brut protégé en une activité plus prosaïque. Ils peuvent faire d'un produit provenant d'une zone protégée un produit venant d'une source autorisée. En Asie, la plupart de ces documents ne sont pas des faux – ils sont achetés à des fonctionnaires corrompus dans les pays d'origine du bois.

Des gangs d'abattage illégaux opèrent partout dans les pays d'origine, avec des degrés d'assistance variés de la part de fonctionnaires corrompus, particulièrement dans les forces armées. Les courtiers sont souvent basés dans des pays tiers de la région. En raison du volume important du produit, le bois est généralement transporté par voie maritime ou par route, et passe par des points de passage de la frontière officiels. Du bois d'origine discutable peut être "blanchi" en étant réexporté ou transformé dans la région.

Les importations en 2009 des pays de l'Union Européenne de produits à base de bois en provenance de la Chine et d'Asie du Sud Est sont évaluées à quelques 2,6 milliard de dollars des Etats-Unis et à environ 870 million de dollars des Etats-Unis pour les produits en provenance d'Asie du Sud Est et destinés à la Chine. La plupart de ce commerce est basé sur des documents établis par des officiels corrompus et par conséquent il est devenu très difficile de démêler ce qui est licite et illicite dans ce secteur.

Produits contrefaits

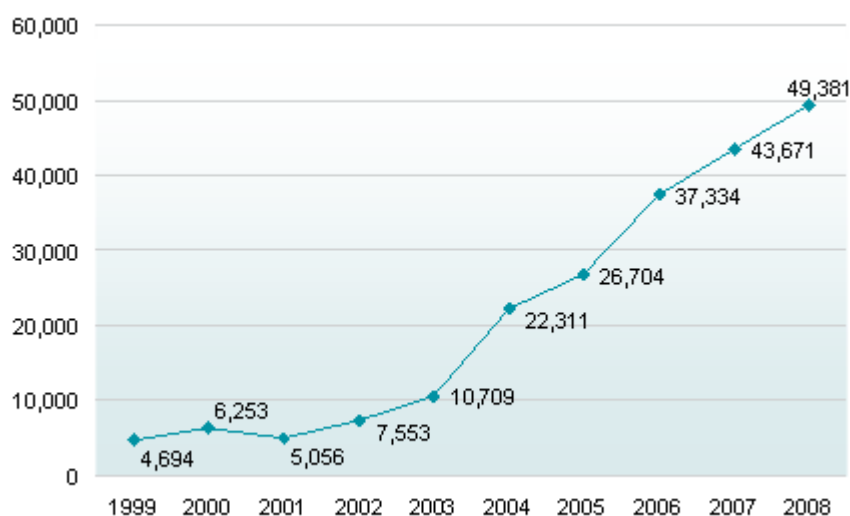
La contrefaçon de produits est une forme de fraude à la consommation: un produit est vendu en étant présenté comme quelque chose qu'il n'est pas. La pratique est répandue – des produits destinés à 140 pays ont été détectés en 2008 – et représente un défi important à l'échelle de la planète. La marque d'un produit offre une assurance de qualité implicite et une position juridique de responsabilité que les consommateurs en sont venus à considérer comme allant de soi. Des produits qui ne sont soumis à aucun contrôle sont souvent des produits dangereux et les préjudices ne sont pas seulement ressentis dans le pays de destination: les pays producteur souffrent aussi. Alors que les grandes marques s'emploient à améliorer les normes de travail et la sécurité du lieu de travail sur les sites de fabrication de leurs sous-traitants internationaux, les fabricants de produits contrefaits tirent profit des ateliers à main d'œuvre exploitée dans le monde. Alors que les fabricants sous licence s'efforcent d'améliorer leurs normes en matière d'impact environnemental, les contrefacteurs profitent des économies de coût de la production clandestine. En bref, partout où la communauté internationale tente d'établir des normes de bonne pratique pour l'industrie, les contrefacteurs sapent ces efforts.

Biens contrefaits en provenance d'Asie et à destination de l'Europe

Au cours des dernières années, une grande partie de la croissance économique a résulté du recours à la sous-traitance internationale. Les contrefacteurs ont bénéficié de cette pratique – sachant que ceux qui conçoivent et ceux qui fabriquent un produit résident souvent dans des continents différents. La Chine, en particulier, est devenue rapidement l'atelier du monde et, selon les statistiques de l'Organisation Mondiale des Douanes, environ les deux tiers des contrefaçons détectées dans le monde au cours des dernières années provenaient de ce pays. Cette production est typiquement décentralisée. Un grand nombre d'entreprises peut produire quasiment tout produit souhaité, et comme nombre de produits n'ont pas encore de marque tant qu'ils ne sont pas arrivés à proximité des marchés de destination, les distinctions entre production licite et illicite peuvent s'estomper.

Le nombre de produits contrefaits détectés à la frontière européenne a considérablement augmenté au cours des dernières années et la plupart des ces produits proviennent de Chine (y compris de Hong Kong (Chine) et de la Province chinoise de Taïwan. On ne sait toujours pas très bien dans quelle mesure ce flux relève de facteurs d'attraction ou de rejet. Comme nombre de ces produits ressemblent à des produits licites, ils sont pour la plupart expédiés par les mêmes moyens que les autres produits manufacturés, bien qu'ils puissent faire l'objet de fausses déclarations de façon à éviter les inspections et à frauder le fisc. L'essentiel est transporté par voie maritime. D'autres produits subissent un traitement supplémentaire, notamment la pose de fausses étiquettes, dans des zones franches en transit ou une fois arrivés en Europe.

Tentatives d'importations de produits contrefaits détectées aux frontières de l'Union européenne, 1999-2008



Source: Commission européenne

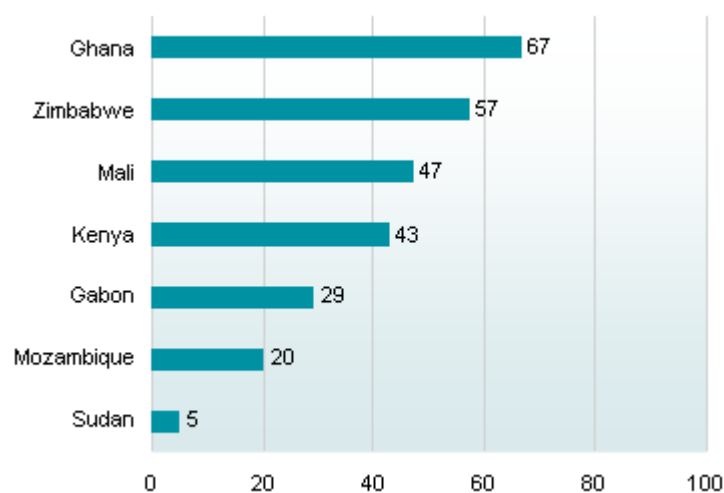
Une fois en Europe, les produits sont distribués de nombreuses manières. Certains sont vendus par l'intermédiaire de détaillants pratiquant des rabais apparemment licites, mais une grande partie semble être distribuée par le biais de marchés informels, y compris de marchés aux puces. La vente au détail dans la rue est aussi importante et elle se fait habituellement en recourant au travail d'immigrants illégaux. On sait par exemple que des migrants, liés par contrat à ceux qui les avaient introduits dans le pays, ont été contraints de travailler dans la vente de produits contrefaits. Sur la base des saisies et des enquêtes de consommateurs effectuées en Europe, la valeur de ce marché peut être estimée à 8,2 milliards de dollars des États-Unis par an.

Médicaments contrefaits en provenance d'Asie et à destination de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique

L'Asie est également apparue comme une source clef de médicaments, particulièrement pour les pays en développement, et une certaine partie de ce commerce concerne des médicaments contrefaits. Le débat sur ce qui constitue un médicament "contrefait" est devenu extrêmement politisé. Dans une perspective criminalistique, tout produit mal étiqueté, que se soit dans le but de tromper sur le fabricant ou le contenu, constitue une fraude à la consommation. Lorsque les médicaments ne possèdent pas le principe actif ou ne sont pas de la nature indiquée sur l'étiquette, cela peut avoir des résultats catastrophiques, et pas seulement pour l'acheteur. La dilution d'un médicament peut favoriser la multiplication de souches de pathogènes résistantes aux médicaments, ce qui peut avoir des répercussions mondiales.

Une grande partie de certains médicaments essentiels testés en Asie du Sud-Est et en Afrique n'ont pas répondu aux critères concernant le principe actif et bon nombre d'entre eux sont clairement des contrefaçons. Il est clair que des groupes criminels organisés escroquent délibérément les consommateurs dans certaines des régions les plus pauvres au monde, souvent avec des conséquences mortelles. L'opinion générale, de plus en plus confirmée par la recherche en criminalistique, est que ces médicaments proviennent principalement de l'Inde et de la Chine.

Pourcentage de cachets de chloroquine testés n'ayant pas répondu aux critères concernant le principe actif dans une sélection de pays (2003)



Source: Organisation mondiale de la Santé

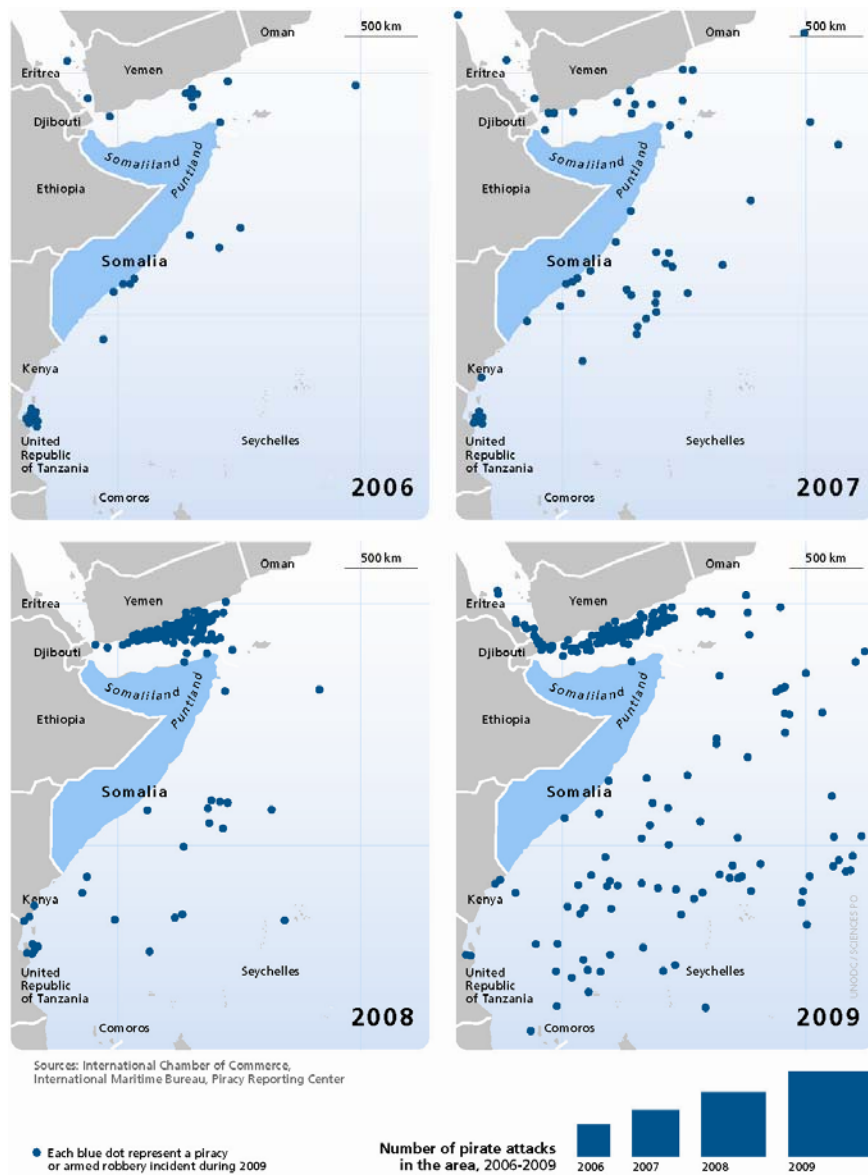
Cette criminalité est perpétrée pour des profits relativement maigres, compte tenu des volumes concernés et des mises de fond probables. Les consommateurs dans ces régions dépensent moins de 10 dollars des États-Unis par tête par an pour les médicaments. Si un dixième de leurs dépenses concerne des contrefaçons, cela représenterait un marché d'environ 1,6 milliard de dollars des États-Unis par an.

Piraterie maritime

Contrairement à la plupart des autres problèmes de criminalité organisée dont il est question dans le présent rapport, la piraterie maritime n'est pas un problème de trafic. Aucun objet de contrebande n'est transporté, aucun marché illicite n'est approvisionné. C'est au lieu de cela un crime violent motivé par l'appât du gain qui exploite un flux international dense de navires de commerce. Le terme "piraterie" englobe deux catégories distinctes d'infractions: la première est un vol ou un détournement, lorsque la cible de l'attaque est un navire ou sa cargaison; la deuxième est un enlèvement en vue d'obtenir une rançon, lorsque la cible est l'équipage. La situation en Somalie est unique, en ce sens que la plupart des actes de piraterie comprennent des enlèvements avec demande de rançon.

La piraterie moderne au large des côtes de Somalie proviendrait du fait que les pêcheurs locaux ont formé des groupes d'autodéfense pour protéger leurs eaux territoriales. Aujourd'hui, dans une situation similaire à celle qui s'est produite dans le Delta du Niger, les buts politiques des pirates ont tendance à être oubliés. Si la rhétorique demeure, le but véritable de ces attaques est l'enrichissement des pirates. S'éloignant de plus en plus des côtes somaliennes, les pirates attaquent des transporteurs commerciaux, des bateaux de plaisance et d'autres navires qui n'ont rien à voir avec la Somalie. Plutôt que de défendre la cause du peuple somalien, les pirates attaquent aujourd'hui les navires qui transportent l'aide alimentaire dont dépendent de nombreux Somaliens.

Attaques de pirates en Somalie (2006-2009)



À l’heure actuelle, la plupart des actes de piraterie semblent être accomplis par un petit nombre de groupes qui se consacrent à cette activité, avec des liens limités avec les miliciens et les insurgés sur le continent. Cela pourrait toutefois changer facilement, dans la mesure où la richesse générée par cette activité devient attractive pour ceux qui contrôlent les sites de débarquement. En termes relatifs, la piraterie génère des fortunes. En termes absolus, il est peu probable que le chiffre réel dépasse 100 millions de dollars des États-Unis.

Cybercriminalité

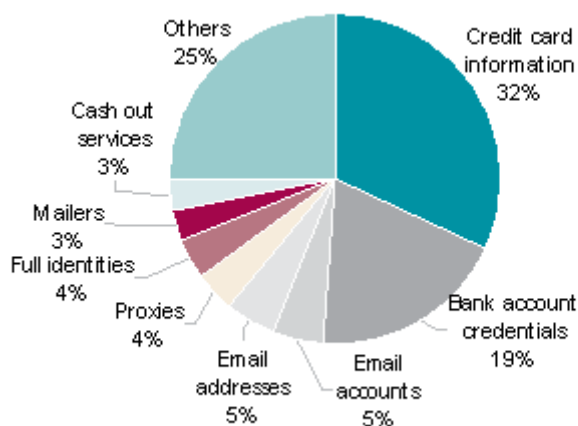
La cybercriminalité diffère également des marchés de trafic de produits examinés dans les chapitres antérieurs. On parle de “cybercriminalité” pour décrire un large éventail d’infractions, notamment les atteintes à l’intégrité des données et des systèmes (telles que le “piratage informatique”), la fraude et la falsification informatiques (telles que le “phishing”), les infractions relatives aux contenus (telles que la diffusion de pédopornographie), et les infractions relatives à la propriété intellectuelle (telles que la diffusion

de contenus piratés). Le présent rapport se concentre sur deux des infractions parmi les plus problématiques: la fraude bien établie de vol d'identité et le commerce de pédopornographie qui ne générèrent jusqu'alors pas de revenus. La première est un crime motivé par l'appât du gain, une version actualisée des opérations frauduleuses sur chèque sans provision. La deuxième est une sorte de trafic électronique, transmettant de la contrebande par delà des frontières au moyen de l'Internet.

Vol d'identité

Les infractions liées à l'identité sont à la fois la forme la plus courante de la fraude à la consommation et celles qui augmentent le plus rapidement. L'usage impropre d'informations relatives aux cartes de crédit est souvent identifié comme étant la forme la plus courante de la criminalité liée à l'identité, mais l'essentiel de cette activité se passe hors connexion. La banque électronique a offert des possibilités de se faire de l'argent plus directement. Les techniques les plus récentes utilisées pour acquérir des informations relatives à l'identité au moyen de méthodes liées à l'Internet peuvent se répartir en trois grandes rubriques: le "phishing", à savoir le fait de tromper les internautes pour qu'ils révèlent leurs données personnelles; les "logiciels malveillants" ou l'utilisation d'un logiciel installé non intentionnellement qui collecte et transmet des informations personnelles; et le "piratage informatique" ou le fait d'accéder illégalement à des systèmes informatiques à distance.

Répartition des biens et services disponibles à la vente sur un échantillon de serveurs d'économie souterraine, par type, en 2008



Source: Symantec Global Internet Security Threat Report 2008

Le vol d'identité n'est pas nécessairement un crime qui a besoin d'autres personnes pour être commis. Aussi bien le vendeur que l'acheteur d'informations liées à l'identité sont impliqués dans l'infraction, mais ils ne forment pas plus un "groupe" que ne le font les acheteurs ou les vendeurs de tout autre produit. L'un des grands avantages de l'Internet pour les criminels est qu'il permet précisément la formation de ces associations créées pour la circonstance entre des personnes qui ne sont pas liées par ailleurs.

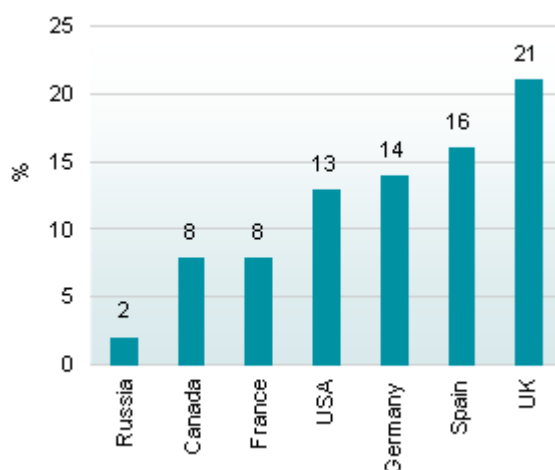
Selon les informations disponibles, les États-Unis d'Amérique sont la principale source de numéros de cartes de crédit diffusés sur les serveurs de l'économie souterraine. Les chiffres concernant les États-Unis d'Amérique montrent que la plupart des actes de cyberdélinquance commis contre des citoyens américains le sont par d'autres citoyens américains. Sur la base des données concernant les États-Unis, la valeur des infractions à l'identité liées à l'Internet est de l'ordre d'un milliard de dollars par an dans le monde.

Pédopornographie

Tout récemment encore, la production et l'acquisition de pédopornographie étaient des activités extrêmement risquées. Seul un nombre limité de pédophiles avait accès aux équipements leur permettant de produire des tirages papiers, la plupart des supports étaient produits par des amateurs, et leur diffusion était limitée à des réseaux sociaux à la fois difficiles à créer et fragiles. L'un des risques associés à la croissance de l'Internet réside dans le fait que l'accès étendu à la pédopornographie pourrait donner lieu à une augmentation de la demande et, partant, à une rentabilité accrue de la production et de la vente de ces supports. Si la pédopornographie pouvait devenir aussi rentable que la pornographie adulte, cela pourrait attirer l'attention de groupes de criminalité organisée, ce qui transformerait ce qui avait été jusqu'alors un échange furtif de documents en activité professionnelle et donnerait lieu à des niveaux de victimisation plus élevés. Ce risque pourrait se révéler particulièrement préoccupant dans les pays en développement.

À ce jour, cette menace ne semble pas être devenue une réalité. Bien que plusieurs sites Web commerciaux opérant sur une grande échelle aient été détectés, l'essentiel du trafic de ces supports semble se faire sur la base du volontariat entre des collectionneurs amateurs, qui passent de plus en plus par des réseaux de poste à poste. La proportion de sites Web commerciaux semble varier considérablement d'une juridiction à l'autre. Ce fait peut avoir un lien avec le risque d'être poursuivi en justice selon les pays.

Part de l'ensemble des sites Web de pédopornographie qui étaient commerciaux selon une étude réalisée par Cybertip.ca, 2009



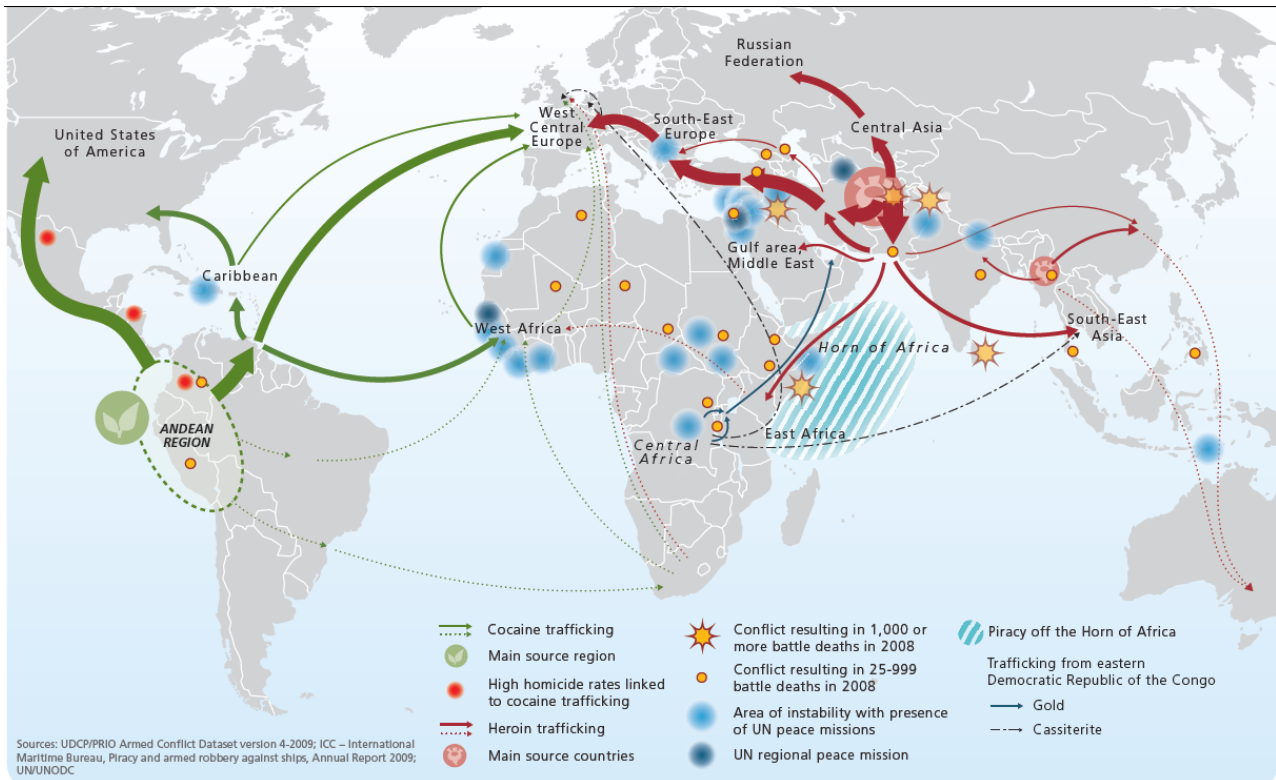
Source: Centre canadien de protection de l'enfance

Cela ne minimise en rien l'importance du problème. Des producteurs amateurs peuvent s'en prendre à des enfants de façon opportuniste (y compris à leurs propres enfants) et diffuser les résultats. Étant donné que les victimes et les auteurs de ces infractions sont souvent liés d'une façon ou l'autre et que la plus grande partie de l'échange semble se faire entre les auteurs de ces infractions, l'essentiel de la production semble avoir lieu dans les pays consommateurs. Les études menées sur l'origine ethnique des victimes tendent à indiquer que peu d'entre elles viennent d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

Bien que la valeur de l'industrie de la pornographie enfantine ait souvent été estimée à plusieurs milliards de dollars, les données existantes ne vont pas dans le sens de plus d'un milliard de dollars des États-Unis à l'échelle de la planète, le chiffre de 250 millions de dollars des États-Unis représentant sans doute une

meilleure approximation. Mais la pédopornographie n'est pas un crime qui peut se réduire à un chiffre en dollars.

Intersection entre criminalité transnationale organisée et instabilité



Criminalité transnationale organisée et instabilité

La criminalité transnationale organisée peut représenter un défi majeur, y compris dans des pays où l'État est fort, mais lorsque, pour différentes raisons, l'état de droit est déjà affaibli, elle peut constituer une véritable menace pour la stabilité. Dans la mesure où ce crime met davantage en péril la gouvernance et la stabilité, les pays peuvent se retrouver dans un cercle vicieux dans lequel la confiance sociale est perdue et la croissance économique mise à mal. Ce défi est parfois surévalué, mais il est tout-à-fait réel dans certaines parties du monde.

Les exemples les plus clairs se trouvent dans les pays où des insurgés se procurent des fonds en taxant voire même en gérant des activités criminelles organisées, particulièrement le trafic de stupéfiants. L'Asie du Sud-Ouest, l'Asie du Sud-Est et la région andine en sont des exemples, et les zones de troubles dans ces régions sont devenues les principales sources de certaines drogues illicites dans le monde. En l'absence du type de financement extérieur qu'ils trouvaient pendant la Guerre froide, des groupes rebelles doivent tirer leurs moyens de subsistance des régions qu'ils contrôlent, et ces zones très instables sont souvent déjà enlisées dans le trafic de stupéfiants. Les sommes associées à la criminalité organisée peuvent être si importantes que les miliciens peuvent en oublier leurs revendications et ne plus penser qu'à assouvir leur avidité. Quand bien même ce ne serait pas le cas, la drogue sert à payer les balles et offre un mode de vie aux combattants, ce qui les rend moins disposés à venir s'asseoir à la table des négociations.

Le trafic de stupéfiants n'est cependant pas la seule activité de criminalité organisée pouvant permettre à une rébellion de se maintenir à flots. Comme l'illustre l'exemple de la République démocratique du Congo, les

insurgés peuvent prélever des ressources naturelles présentes dans les zones sous leur contrôle et en faire le trafic, ce qui génère des revenus pour les seigneurs de la guerre qui dépassent de loin ce qu'ils pourraient gagner en temps de paix. Certains parmi les pays les plus pauvres au monde se sont fait voler ainsi la plus grande partie de leurs ressources précieuses et des dommages environnementaux incalculables ont été causés. L'Afrique est particulièrement vulnérable à ce type d'abus, comme le démontrent les guerres financées par le diamant en Angola et en Sierra Leone. Le conflit motivé par le pétrole dans le Delta du Niger en est un exemple actuel.

La criminalité organisée peut devenir encore plus importante lorsque les rebelles obtiennent le contrôle exclusif d'une partie d'un pays. Les pseudo-États ainsi créés n'ont aucun compte à rendre à la communauté internationale et, particulièrement lorsqu'ils sont situés à des endroits stratégiques, ils deviennent souvent des plaques tournantes du trafic et des centres de vente au détail pour toutes sortes de biens et de services illicites. Ils continuent également de représenter une menace pour la sécurité nationale et internationale, en servant de refuge à des fugitifs internationaux, y compris à des terroristes.

Mais les zones de conflit ne sont pas les seuls lieux où la criminalité transnationale organisée peut représenter une menace pour l'État. Il existe plusieurs régions dans le monde où les criminels sont devenus si puissants que, plutôt que de chercher à se soustraire aux autorités, ils commencent à les affronter directement. Dans ces cas, un ensemble de symptômes est généralement présent. Les enquêteurs, les procureurs et les juges qui poursuivent des criminels organisés sont menacés et tués. Des journalistes et des activistes peuvent également être pris pour cibles. La corruption est détectée aux niveaux les plus élevés du gouvernement et les services de détection et de répression peuvent se retrouver paralysés par la défiance. Des parties du pays peuvent effectivement se soustraire au contrôle de l'État. C'est la situation à laquelle sont effectivement confrontées certaines parties d'Amérique centrale et d'Afrique de l'Ouest, deux régions qui ont souffert d'un long passé de violence et d'instabilité.

| PROBLÈME DE CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE | | AMPLEUR ESTIMÉE | VALEUR ANNUELLE ESTIMÉE (en dollars É.-U.) | TENDANCE ESTIMÉE | EFFETS POTENTIELS |
|---|--|--|---|-------------------------|--|
| TRAITE DES PERSONNES | VERS L'EUROPE À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE | 70 000 victimes (par an) 140 000 victimes (total) | 3 milliards (total) | Stable | Violations des droits de l'homme |
| TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS | D'AMÉRIQUE LATINE VERS L'AMÉRIQUE DU NORD | 3 millions d'entrées (par an) | 6,6 milliards (revenus pour les trafiquants) | À la baisse | Migration irrégulière, vulnérabilité des migrants |
| | D'AFRIQUE VERS L'EUROPE | 55 000 migrants (par an) | 150 millions (revenus pour les trafiquants) | À la baisse | Migration irrégulière, décès de migrants |
| COCAÏNE | DE LA RÉGION ANDINE VERS L'AMÉRIQUE DU NORD | 309 tonnes (au départ) 196 tonnes (à destination) | 38 milliards (à destination) | À la baisse | Toxicomanie; criminalité liée aux drogues, corruption et violence en la région des Andes; liens avec des groupes armés illégaux en la région des Andes; déstabilisation et |

| PROBLÈME DE CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE | | AMPLEUR ESTIMÉE | VALEUR ANNUELLE ESTIMÉE (en dollars É.-U.) | TENDANCE ESTIMÉE | EFFETS POTENTIELS |
|--|---|--|---|------------------|---|
| | | | | | corruption dans les États voisins, en Amérique centrale et au Mexique |
| | DE LA RÉGION ANDINE VERS L'EUROPE | 212 tonnes (au départ) 124 tonnes (à destination) | 34 milliards (à destination) | Stable | Toxicomanie, criminalité liée aux drogues et violence, déstabilisation et corruption dans les pays andins, les Caraïbes et l'Afrique de l'Ouest |
| HÉROÏNE | DE L'AFGHANISTAN VERS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE | 95 tonnes (au départ) 70 tonnes (à destination) | 13 milliards (à destination) | À la hausse | Toxicomanie, propagation du VIH/sida; augmentation de la criminalité organisée, financement pour les délinquants et les insurgés, corruption |
| | DE L'AFGHANISTAN VERS L'EUROPE (À L'EXCLUSION DE LA RUSSIE) | 140 tonnes (au départ) 87 tonnes (à destination) | 20 milliards (à destination) | Stable | Toxicomanie, augmentation de la criminalité organisée; financement pour les délinquants et les insurgés, corruption |
| TRAFFIC D'ARMES À FEU | DES ÉTATS-UNIS VERS LE MEXIQUE | 20 000 armes, principalement des armes de poing | 20 millions | Stable | Nombre de décès en hausse dans les guerres des cartels de la drogue au Mexique |
| | DE L'EUROPE DE L'EST DANS LE MONDE | Au moins 40 000 Kalachnikovs en 2007-2008 | Au moins 33 millions (en 2007-2008 à destination) | À la baisse | Décès et instabilité |
| TRAFIC DE RESSOURCES NATURELLES | ESPÈCES SAUVAGES D'AFRIQUE ET D'ASIE DU SUD-EST VERS L'ASIE | Ivoire d'éléphant: 75 tonnes Corne de rhinocéros: 800 kg Parties de tigre: | Ivoire d'éléphant: 62 millions Corne de rhinocéros: 8 millions Parties de tigre: 5 millions | À la hausse | Les tigres et les rhinocéros noirs sont menacés d'extinction à l'état sauvage; répercussions mal connues sur les espèces sauvages |

| PROBLÈME DE CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE | | AMPLEUR ESTIMÉE | VALEUR ANNUELLE ESTIMÉE (en dollars É.-U.) | TENDANCE ESTIMÉE | EFFETS POTENTIELS |
|--|--|---|--|--|---|
| | | Peut-être 150 peaux et environ 1 500 kg d'os de tigre | | | d'Asie du Sud-Est; encouragement de la corruption et de la criminalité organisée |
| | BOIS D'ASIE DU SUD-EST VERS L'UNION EUROPÉENNE ET L'ASIE | Peut-être 20 millions de mètres cubes | 3,5 milliards (à destination) | À la baisse Indonésie, Myanmar; Peut-être à la hausse en RDP Lao, Papouasie-Nouvelle-Guinée | Déforestation, perte d'habitats, perte d'espèces, changement climatique, accroissement de la pauvreté rurale, notamment parmi la population autochtone, migration irrégulière, inondation, érosion des sols |
| CONTREFAÇON DE PRODUITS | BIENS DE CONSOMMATION D'ASIE VERS L'EUROPE | Environ deux milliards d'articles par an | 8,2 milliards (à destination) | À la hausse | Réduction du niveau de sécurité des produits et de responsabilité, perte de recettes |
| | MÉDICAMENTS D'ASIE VERS L'ASIE DU SUD-EST ET L'AFRIQUE | Milliards d'unités de doses | 1,6 milliard (à destination) | Difficile à déterminer | Décès, agents pathogènes résistants aux médicaments |
| PIRATERIE MARITIME | AU LARGE DES CÔTES SOMALIENNES | 217 attaques en 2009 | 100 millions | À la hausse | Difficultés à établir l'autorité du gouvernement, impact négatif sur le commerce local et international |
| CYBER-CRIMINALITÉ | USURPATION D'IDENTITÉ | Environ 1,5 million de victimes | 1 milliard | Difficile à déterminer | Hausse du coût du crédit, effet de freinage sur l'économie, perte de confiance dans le commerce électronique |
| | PÉDO PORNOGRAPHIE | Peut-être 50 000 nouvelles images générées chaque année | 250 millions | Difficile à déterminer | Victimisation des enfants |

Conclusion

La plupart des flux de trafic examinés dans le présent rapport sont davantage le produit des mécanismes du marché, que l'expression d'un complot fomenté par des groupes criminels spécialisés. Il existe bien une demande pour les drogues, la prostitution, la main-d'oeuvre bon marché, les armes à feu, des parties d'animaux sauvages, les produits d'imitation, les bois durs et la pédopornographie. La consommation de ces biens se fait apparemment sans susciter une grande stigmatisation morale et sans grand risque d'être appréhendé dans les milieux où les consommateurs interviennent; la demande perdure, en dépit d'adaptations considérables observées dans la production et le trafic de produits de contrebande. Pour faire face à ces marchés, des solutions créatives sont nécessaires, mais il faut recourir à des techniques qu'en règle générale on ne trouve pas forcément dans la panoplie des services de détection et de répression.

Les groupes de professionnels auteurs d'infractions multiples, sont cependant nombreux dans certaines régions. Par exemple, en ce qui concerne le flux de cocaïne à destination des États-Unis, intense depuis des décennies, les cartels mexicains jouent désormais un rôle majeur, affichant la volonté de se livrer à d'autres formes de criminalité motivée par l'appât du gain, tels que l'enlèvement et l'extorsion. En l'occurrence, il n'y a pas d'autre choix que de démanteler ces groupes, et les arrestations et les incarcérations sont la manière la plus directe d'y parvenir.

Qu'ils soient provoqués par les marchés ou par des groupes criminels, dans presque tous les cas ces problèmes sont transcontinentaux. Les drogues relient l'Amérique du Sud et l'Asie à l'Amérique du Nord et à l'Europe. Des personnes sont victimes de la traite et transportées clandestinement d'un bout à l'autre du monde. Qu'ils soient licites ou illicites, les flux commerciaux de matières premières et de biens manufacturés sont véritablement mondialisés. Ainsi, ce qui se passe dans les pays andins, par exemple, a des répercussions en Amérique du Sud, en Amérique centrale, en Amérique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Europe. Et ce qui se passe dans chacune de ces régions a des incidences sur la région andine.

La coopération internationale se développe et des progrès sont absolument nécessaires. La lutte contre la criminalité doit être considérée comme faisant partie intégrante du projet plus vaste de gouvernance mondiale. La mondialisation a progressé plus vite que notre capacité collective à la réguler, et c'est dans ces secteurs non régulés, créés par cette dichotomie, que les possibilités de criminalité organisée se sont multipliées. Si l'on veut extirper à la racine les problèmes de criminalité organisée, il est essentiel que le flux international de biens et de services soit subordonné à l'état de droit.

Il n'y a pas d'autre choix que de s'attaquer à ces problèmes à l'échelle à laquelle ils sont apparus, à savoir à l'échelle de la planète. Les efforts accomplis à l'échelon local sont essentiels, mais ils ne serviront qu'à déplacer le flux aussi longtemps qu'une approche coordonnée n'aura pas été adoptée. Une approche mondiale permettra de passer au crible les vulnérabilités de chacun de ces flux et de cerner le maillon faible de la chaîne. Il existe probablement dans chaque cas des points d'insertion dont il n'a pas été tenu compte, simplement parce que personne n'a examiné les aspects du problème dans leur globalité ni la manière dont ils interagissaient pour créer des marchés criminels transnationaux.

Notes

¹ Un monde plus sûr: notre affaire à tous, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et les changements, Nations Unies, 2004, p.2.

² Déclaration du Président S/PRST/2010/4.